Note sur la nomenclature des fonctions dans les listes d'affectations aux nouvelles entités de la structure

A l'occasion de l'examen des listes d'affectations dans les nouvelles entités de la structure de l'Université, les délégations du personnel au conseil d'entreprise ont fait observer des disparités dans les intitulés de fonction et souhaité en comprendre les raisons.

Le groupe technique qui a accompagné le travail des coordonnateurs sectoriels a examiné ces observations et propose, à ce stade, les éléments de réponse suivants.

Il convient tout d'abord de souligner que, s'agissant du secteur des sciences de la santé, le dossier a été traité dans un délai qui n'a pas permis au groupe technique de procéder à la vérification des données, comme cela aurait été souhaitable.

S'agissant du secteur des sciences et technologies et du secteur des sciences humaines, les précisions suivantes peuvent être apportées.

Quant à **l'uniformisation des fonctions et de leur dénomination** (i.e. quant à leur contenu), RHUM souhaiterait bien évidemment pouvoir disposer d'une nomenclature unique des fonctions exercées au sein de l'institution. Les avantages en seraient incontestables.

Cette uniformisation demande toutefois un travail de fond (y compris en termes de support théorique : fonction/métiers, majeures/mineures,...) sous-tendu par des choix politiques et accompagné d'une concertation avec les partenaires syndicaux, travail qui ne pouvait raisonnablement être mené à bien dans les délais impartis et avec les moyens disponibles. En effet, harmoniser les dénominations de fonction c'est également veiller - très concrètement, en ce compris par un travail de terrain - à ce que

- pour un même contenu, la dénomination soit identique
- derrière une même dénomination, on retrouve des fonctions au contenu similaire.

Par ailleurs, la volonté de RHUM de procéder à un tel travail d'uniformisation a pu et pourra encore se heurter dans certains cas :

- à la spécificité (revendiquée ou non) de certaines fonctions
- à la volonté des responsables et/ou collaborateurs de souligner ces spécificités (réelles ou perçues) en refusant l'uniformisation.

Le statut des informations, tant en ce qui concerne la fonction actuelle que la fonction future d'ailleurs, est en outre fort différent selon les entités :

- dans certains cas, RHUM disposait d'une information à la fois actualisée et validée par les personnes (via les descriptions de fonction, les brevets, les organigrammes, le portail,...)
- parfois ce sont les responsables qui ont donné l'information sur la dénomination de la fonction (avec ou sans consultation des intéressés)
- parfois ce sont les intéressés eux-mêmes qui ont rempli cette information

- dans d'autres cas enfin, aucune information fiable n'était donnée ni par le responsable ni par l'entité et RHUM ne disposait pas d'information mise à jour ; dans cette hypothèse, les titres de fonction ont pu être laissés en blanc

Il reste à noter qu'en l'absence d'un travail global sur les dénominations de fonction, il ne peut être inféré aucun lien entre la dénomination d'une fonction et un parcours de carrière donné. Il en va dès lors évidemment de même lorsque des dénominations différentes ont été attribuées à des fonctions perçues, par les personnes concernées, comme identiques. Les seules distinctions qui pourraient être opérées seraient celles déduites du diplôme et donc de la filière dans laquelle ces collaborateurs ont été engagés, en vertu du décret de la communauté française.

La **différence entre fonction actuelle et fonction future** peut, quant à elle, résulter soit d'une volonté d'harmonisation et de cohérence des fonctions et de leur contenu par RHUM ou par les responsables sectoriels, soit du souhait de certains responsables et/ou de collaborateurs d'actualiser ou de modifier le titre de la fonction à l'occasion de la modification de structure (identification par exemple de nouveaux besoins ou volonté de faire correspondre le titre avec les intitulés de fonctions similaires dans le nouvel entourage immédiat,...) .

Il convient également de souligner la difficulté rencontrée dans certains cas, par toutes les parties, pour identifier des fonctions futures (et parfois encore quelque peu virtuelles) de manière univoque ; ici encore, plusieurs cas de figure ont été rencontrés :

- la dénomination de la fonction actuelle fait apparaître des aspects de recherche et d'enseignement ; dans le futur, le collaborateur sera affecté, de manière exclusive, même si des contrats de service peuvent être prévus, à l'une ou l'autre des missions ; il est délicat, dans cette hypothèse, de dénommer correctement, aujourd'hui, la fonction ;
- la structure n'est pas stabilisée ou pas encore officiellement reconnue (plate-forme technologique, pôle de recherche,...) : la dénomination de fonction devra alors être retravaillée lorsque les contours de cette structure auront été précisés

A titre subsidiaire, il n'y a jamais de volonté d'assimiler grade statutaire et titre de fonction. Il peut cependant se faire que grade et titre se confondent ou que l'intitulé du diplôme corresponde au titre de la fonction (cfr. ingénieur industriel, juriste, ...)

S'agissant enfin plus spécifiquement de la question des **ingénieurs de recherche**, un travail collectif a été initié, à la demande d'un certain nombre de membres du personnel, il y a quelques années, travail qui n'a pu être mené à son terme. Le premier souhait exprimé avait porté sur la définition même de cette fonction et sur les qualifications éventuellement requises pour être repris dans cette catégorie. Faute de consensus, en accord avec le coordinateur du secteur des sciences et technologies, il a été demandé de ne retenir dans cette catégorie, dans un premier temps, que les ingénieurs civils et les docteurs en sciences.

Pour les autres membres du personnel susceptibles d'être concernés, il s'agissait essentiellement d'ingénieurs industriels. Trois cas de figure :

- le titre d'ingénieur industriel correspond, selon leur responsable, à ce que les intéressés font effectivement ;
- ce titre ne correspond pas (ou incomplètement) aux missions que les collaborateurs concernés sont amenés à remplir : le responsable a alors proposé une autre dénomination (cfr note générale : de préférence en étroite concertation avec le collaborateur concerné)
- dans l'un ou l'autre cas, le responsable a tenu à faire figurer la dénomination d'ingénieur de recherche parce que, selon eux, en dépit d'un diplôme a priori non conforme, il s'agit bien là de la fonction exercée par la personne.